

UNIVERSITES DE RENTREE DE DEBOUT LA REPUBLIQUE
Samedi 9 et Dimanche 10 septembre 2006
DOURDAN (Essonne)

Discours de clôture de Nicolas DUPONT-AIGNAN

.../ Une France, notre France, qui aujourd'hui est plus que jamais face à son destin. Oui, mes Amis, à peine plus de **six mois** nous séparent désormais de l'élection présidentielle. Une échéance décisive pour notre pays affaibli par un quart de siècle de compromissions et de renoncements.



Oui, l'an prochain à la même date la France aura un nouveau Président de la République.

Six mois donc pour ouvrir un vrai débat sur l'avenir de notre pays. Six mois pour aller enfin aux racines des problèmes.

Six mois pour penser collectivement notre avenir, dessiner un cap à long terme et se donner les moyens de l'atteindre en passant un nouveau contrat de confiance avec les Français.

Vous le savez, en octobre 2005, j'ai annoncé ma décision d'être candidat et de porter les valeurs républicaines et gaullistes aujourd'hui foulées aux pieds par ceux-là mêmes qui, le temps d'une

campagne, les redécouvrent et prétendent les défendre.

Aujourd'hui je suis plus déterminé que jamais parce que c'est un devoir ! Oui, mes amis, un devoir. Le devoir d'empêcher la nouvelle aristocratie qui nous gouverne de voler l'élection présidentielle aux Français. Voulant prendre sa revanche contre le peuple après le référendum du 29 mai, elle réduit d'avance son choix à coup de sondages.

Or, il y a deux tours de scrutin et nos compatriotes devront quand même au 1^{er} tour avoir le choix !

Il suffit de regarder autour de soi, d'aller à la rencontre du pays, d'écouter nos concitoyens, d'observer l'attitude de l'opposition comme l'action gouvernementale, de lire les projets (c'est vrai que c'est un bien grand mot) des uns et des autres, pour être absolument déterminé à offrir aux Français cet autre choix.

Oui, un autre choix et pas celui des phrases creuses qui enfoncent les portes ouvertes, pas celui de la frime, du fric, du show-biz qui s'étalent dans les pages people des magazines, pas celui de Monsieur Barroso qui, d'un ton docte, nous dit dès à présent pour qui voter !

Le choix gaulliste de ceux qui ne renoncent jamais lorsqu'il est question de l'indépendance de la France; de ceux qui veulent transformer l'essai du 29 mai pour bâtir une autre Europe permettant à notre pays de retrouver une marge de manœuvre et de redéployer ses ailes.

Le choix républicain de ceux qui ne laisseront jamais tomber deux siècles de conquêtes civiques, sociales et politiques et qui croient profondément en la modernité du Progrès, que résume notre devise « Liberté-Egalité-Fraternité ».

Mais, chers Compagnons, je sais combien la tâche est difficile face au rouleau compresseur des gros intérêts et de la pensée unique, qui prennent en otage notre démocratie sans se rendre compte qu'ils font, une fois de plus, le jeu des extrêmes.

Vous vous sentez parfois seuls car vous pouvez être tentés de croire que la France ressemble à l'image qu'on en donne. Mais, souvenez-vous du début de la campagne référendaire. Le vent semblait contraire, tout et tous militaient pour le Oui. Mais le peuple au fond de lui-même, dans sa sagesse, pensait NON. Au bout du compte, il a dit avec bon sens NON. Et vous qui vous étiez courageusement levés pour oser proposer une autre Europe, vous avez eu raison avant tout le monde !

Il en sera de même en 2007 si nous sommes capables d'offrir ce choix gaulliste et républicain. A ceux qui s'interrogent, impressionnés par la force de frappe des vedettes, à ceux qui vous questionnent sur le bien-fondé de notre combat, je vous demande en retour de leur poser trois questions très simples qui les feront réfléchir :

- La France est-elle sur la bonne voie ?
- Les candidats en vogue apportent-ils les bonnes solutions ?
- Etes-vous prêts à vous battre pour notre pays et les valeurs qu'il incarne ?

Permettez-moi, pour conclure vos travaux de cette université de rentrée, de répondre ici à ces trois questions.

La France est-elle sur la bonne voie ?

Dans toutes les périodes périlleuses de notre histoire, peut-être pour se rassurer, des dirigeants égarés ont usé et abusé de la méthode Coué. Souvenez-vous du « Tout va très bien Madame la Marquise » d'avant guerre ou du "nous vaincrons car nous sommes les plus forts". Et bien, cette rentrée m'y fait curieusement penser. « Tout va bien », est le nouveau mot d'ordre !

Bien sûr, je me réjouis de voir le chômage légèrement reculer, mais faut-il pour autant chausser des lunettes roses ? Sans être déclinologue ou cassandre je veux regarder les choses en face. Je crois profondément en la France. Nos atouts sont considérables. Notre démographie, notre productivité, nos terroirs, nos infrastructures, nos outils diplomatique et militaire, notre culture... Mais ces atouts ne vaudront plus rien si nous les négligeons et si nous ne corrigeons pas nos handicaps, laissant le pays s'enfoncer dans la médiocrité.

Comme beaucoup d'entre vous cet été, j'ai parcouru le pays. J'ai rencontré beaucoup de Français. J'ai rarement entendu des paroles de satisfaction sur l'état de la France. Il est vrai, vous voudrez bien me le pardonner, que je ne fréquente pas les détenteurs de stock-options, de parachutes dorés, les propriétaires de chaînes de télévision ou les stars de Saint-Tropez ! Et bien, j'ai plutôt entendu des paroles désabusées. Une lassitude générale. Le sentiment que cette comédie du pouvoir ne servait même plus à rien.

Mais, j'ai aussi ressenti une très forte attente, un immense besoin de France, un besoin de République. Un besoin de sobriété, de droiture, d'intégrité. Un besoin de politique au sens noble du terme.

Une chose est sûre : la réalité n'a rien à voir avec ce qu'on veut nous faire croire. Comme chaque Français je me souviens avoir appris à l'école primaire que pour résoudre correctement un problème, il faut d'abord savoir le poser.

Comment nos vedettes présidentielles pourraient-elles apporter des remèdes à la France si elles sont toutes persuadées que le pays est en pleine forme !

En vérité, trois plaies minent notre pays et méritent notre attention.

- **les plaies du chômage, de la perte de pouvoir d'achat et des délocalisations.** La matinée a été consacrée à la situation économique et sociale de notre pays et je ne voudrais pas paraphraser nos intervenants. Je constate simplement qu'après l'idéologie socialiste, qui a fait tant de mal à la France, sévit aujourd'hui une idéologie libérale mal assimilée, totalement contreproductive et dogmatique. Tellement dogmatique, qu'on pourrait croire qu'elle veut donner raison à Marx à titre posthume !

Nous avons bien sûr besoin de libéralisme mais il doit être un moyen et non une fin. La colonisation de nos forces économiques et industrielles par des groupes financiers étrangers ayant pour seul objectif de les dépecer devient alarmante. Avec 46% de la capitalisation boursière aux mains de capitaux étrangers, la France est le pays le plus ouvert des grands pays développés. Après Péchiney, les chantiers de l'Atlantique, les mines de nickel de Nouvelle-Calédonie et les dizaines d'entreprises

majeures vendues à l'étranger pour cause, notamment, d'ISF stupidement maintenu, on a laissé Mittal s'emparer d'Arcelor !

Ajoutez à cela un différentiel colossal entre les coûts de production en France et en Chine, le fiasco de l'euro, l'excès des charges en France, la toute puissance de la grande distribution et vous comprendrez la déroute industrielle française qui se solde par la multiplication des délocalisations, le dépérissement de bon nombre de nos villes moyennes, l'angoisse de nos concitoyens et l'assistanat comme seule réponse.

Avons-nous vocation à n'être qu'un parc d'attractions avec ses petits boulots ? Quand comprendrons-nous qu'à chaque mutation technologique, la hiérarchie des nations évolue et que notre passivité d'aujourd'hui se paiera cher, très cher, demain en termes d'emploi et de niveau de vie.

Je vais vous donner un exemple d'actualité : j'avoue ne pas comprendre les raisons qui motivent le gouvernement d'accepter le « laisser faire / laisser aller », qui trouve aujourd'hui son point d'orgue dans l'absurde privatisation de GDF.

J'aimerais que Monsieur Breton cesse de prendre les Français pour des imbéciles ! Le projet qui nous est présenté à l'Assemblée Nationale est contraire à l'intérêt national. Jamais peut-être je n'ai assisté, si ce n'est lors du débat sur les droits d'auteurs et internet, à un tel festival d'hypocrisie auquel participe d'ailleurs le PS, puisque c'est Lionel Jospin qui a négocié et signé avec Jacques Chirac la libéralisation européenne du marché de l'énergie.

On nous dit qu'il faut sauver Suez d'une OPA, mais on rend le nouvel ensemble opéable.

On nous dit que cela renforcera la capacité de négociation d'achat du gaz mais on refuse la seule fusion qui vaille, celle d'EDF et GDF alors que, soit dit en passant, ce sont les accords d'Etat à Etat qui comptent pour les achats de gaz.

On nous dit qu'un tarif social va être mis en place et que le tarif réglementé va perdurer mais en réalité cette privatisation s'inscrit dans une politique européenne dont le seul souci est la disparition de nos tarifs réglementés.

On nous dit que les tarifs n'augmenteront pas mais des responsables d'EDF, de la Commission de Régulation de l'Energie, prédisent exactement l'inverse parlant de « lissage » pour rejoindre le tarif européen libre beaucoup plus élevé puisque les autres pays d'Europe ne disposent pas d'industrie électronucléaire ni de politique de service public de l'énergie.

On nous dit que tout est sous contrôle mais on cache aux parlementaires l'avis de la Commission de Bruxelles qui ne rendra d'ailleurs sa décision définitive que le 25 octobre sans parler des actionnaires de Suez qui n'ont pas dit leur dernier mot.

En vérité, le démantèlement du service public de l'énergie coûtera cher aux Français. Comme pour les autoroutes, on prive la Nation du produit de son effort, un effort de 60 ans, pour l'offrir pour une



bouchée de pain aux actionnaires qui seront très vite les fonds de pensions américains.

Je combattrai ce projet et vous propose, dans un document qui vous a été distribué, une autre politique énergétique. Oui mes amis les Français sont propriétaires de GDF. GDF n'est ni de gauche ni de droite. C'est pourquoi j'appelle tous les élus de la République à manifester aux côtés des syndicats. (Photo : NDA à la manif du 12 septembre)

Cet exemple est bien révélateur de ce que la caste qui nous gouverne a abandonné l'idée « politique » puisse maîtriser ou du moins orienter l'économie. Mais n'est-ce pas ce que font les gouvernements

américain, japonais, chinois ou allemand ?

Le pouvoir « politique » s'est résigné à n'être que le pansement d'une mondialisation subie. Emplois aidés, chèques transport, primes pour l'emploi seront utiles mais ne vont pas à la cause des difficultés. Nos compatriotes l'ont bien compris.

Et cette plaie de l'insécurité économique et sociale se double d'une autre crise, celle de l'identité française.

Le feuilleton de l'été sur les "expulsions / régularisations" des familles d'enfants scolarisés est symbolique du divorce qui se creuse entre le « petit milieu parisien » et la majorité des Français. La gauche a démontré une fois de plus qu'elle n'avait définitivement rien compris, rien appris. La droite, comme d'habitude, ménage la chèvre et le chou. Le Ministre de l'Intérieur, quant à lui, comme au moment de la crise du CPE, a démontré que sa rupture était en chocolat un peu comme les pièces dorées qu'on offre aux enfants !

Y a-t-il un pays au monde qui doive s'excuser ainsi d'appliquer ses lois ? Un pays dont le ministre affiche la fermeté et pratique le laxisme ! Quelques semaines après nous avoir fait voter une loi durcissant les critères d'entrée en France, on les fait sauter au cas par cas sous la pression du show-biz ! La loi au cas par cas, voilà la nouvelle invention du jour !

Oui, mes amis, il est plus que jamais nécessaire d'oser dire (comme cela est écrit sur ce mur) Debout la République, Debout la France !

Car au cœur de ce climat général de résignation, il y a ce refus permanent de la dignité et de la fierté de la France qui imprègne tous les commentaires. N'y aurait-il qu'au « foot » qu'on aurait le droit d'être patriotes ?

Mais derrière cette crise d'identité, il y a surtout une crise démocratique, la troisième plaie sur laquelle je veux insister.

La fracture civique est centrale. Combien de fois ai-je entendu cet été des Français me dire : « **de toute façon, voter ne sert plus à rien** ».

Oui, le vote du 29 mai a été nié, bafoué, piétiné. Les dirigeants de gauche comme de droite font le gros dos croyant que les Français ont déjà oublié. Ils se trompent. La ficelle est un peu grosse. A pas feutrés, mais selon un calendrier implacable, on nous prépare un vrai coup d'Etat... en velours : on n'est pas revenu sur le vote de la modification de notre Constitution qui avait été le préalable au référendum et ce n'est pas un hasard !

A longueur de déclarations, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Union européenne se lamentent sur la prétendue difficulté à faire fonctionner les institutions. Ils jouent la crise pour tenter de rendre inéluctable le retour à cette Constitution européenne.

Pire, les députés UMP au Parlement européen ont voté une résolution demandant l'application dès 2009 du projet rejeté par le peuple français !

L'adhésion de la Turquie progresse, les directives sur l'énergie sont en train d'être transcrites en droit interne, la directive Bolkestein a été adoptée sans supprimer réellement le principe du pays d'origine,... Seule bonne nouvelle, grâce à la France et surtout à l'intransigeance américaine, les négociations de l'OMC ont échoué !

Peut-on gouverner un pays sans s'appuyer sur son peuple ? Comment la France pourrait-elle s'en sortir dans le monde si compétitif du XXI^{ème} siècle, où la guerre économique fait rage, si ses dirigeants se méfient, se défient de leur peuple, médisent même sur lui, cherchent à contourner son vote.

Ce divorce croissant entre les élites et les Français est au cœur de toutes nos difficultés. Il explique l'ampleur des malentendus entre les uns et les autres. Chacun vit sur sa planète accumulant frustrations et rancœurs. Au même moment, le monde change, les nations les plus soudées réussissent le mieux : seuls les dirigeants volontaires, ambitieux pour leur pays, réussissent à rassembler leurs concitoyens autour d'objectifs clairs et d'efforts partagés tels Lula au Brésil.

Vous le voyez mes amis, il est vain de marteler la méthode Coué pour se convaincre que tout va bien. Même si la gauche a fait pire que la majorité. La France est loin d'être sur la bonne voie !

Alors la deuxième question que vous devez poser à celui qui doute est : "Les candidats vedettes vous ont-ils impressionné ce printemps et cet été ?" Leurs propositions sont-elles de nature à vous convaincre ? Avons-nous des motifs d'espérer un changement profond ? Et vous aussi avez dû vous poser ces questions !

Voulez-vous mon sentiment ?

Je n'ai pas été impressionné (c'est le moins que l'on puisse dire) par cette pré-campagne de l'été. J'ai appris que Ségolène portait un maillot deux pièces bleu marine et qu'elle savait piloter un zodiac ! J'ai appris que Nicolas Sarkozy faisait toujours son jogging et qu'il était copain avec Johnny. Mieux encore, que la France du rap et des pétards, en la personne de Doc Gynéco, est désormais qualifiée à l'UMP pour parler de la Nation !

Mais, comme j'ai voulu en savoir plus, j'ai lu dans les journaux dits sérieux les propositions des deux camps adverses.

J'ai compris que Ségolène Royal serait la candidate de la gauche XVI^{ème} arrondissement et que Nicolas Sarkozy serait le candidat de la droite américaine.

Madame Royal a du cœur, elle estime qu'on ne traite pas bien les étrangers dont les parents ont été victimes de la colonisation, ou de la décolonisation, on ne sait plus très bien ! Madame Royal a du caractère, elle veut mettre les sauvages dans les établissements fermés que la gauche n'a cessé de combattre. Madame Royal veut réconcilier le OUI et le NON mais n'a pas changé d'un iota sa position sur l'Europe.

Nicolas Sarkozy quant à lui est assez clair dans ses propos. Il propose d'adopter une mini-Constitution européenne mais et j'insiste, par voie parlementaire. Il a d'ailleurs clairement indiqué qu'il ne voulait plus de référendum sous la Vème. Il est allé à Bruxelles vendredi prêter allégeance aux nouveaux maîtres de la France. Il nous prépare une mini-Constitution pour nous faire avaler les principales dispositions refusées par le peuple le 29 mai. Le cadeau est toujours aussi empoisonné mais le paquet et les rubans sont tous neufs.

Il défend en outre un modèle de société, et c'est son droit, qui ne correspond absolument pas à l'âme française : il défend la discrimination positive, les communautés religieuses, la régionalisation à la Talamoni, l'école sans carte scolaire (c'est à dire la fin du brassage même imparfait), et sur le plan économique le programme du Medef, et sur la scène internationale la voix des Etats-Unis.

A gauche, les vieilles recettes habituelles relookées en bikini, à droite un candidat conservateur, libéral, supranational et atlantiste qui a d'ailleurs l'honnêteté d'annoncer la couleur et l'habileté de ne pas insister sur les aspects de son projet les plus contraires aux valeurs gaullistes. Adieu le respect du peuple et sa consultation régulière par voie de référendum.

Mais en vérité, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy sont-ils si éloignés idéologiquement? Ils seront tous les deux les candidats du Oui. Ils ont tous les deux le talent et le caractère pour faire croire qu'ils vont changer la France alors s'ils étaient élus. Chacun d'eux cautionnerait tous les choix de gauche et de droite depuis vingt ans.

Comment peuvent-ils prôner le sursaut ou la rupture, alors qu'ils n'entendent pas ce vote fondamental du 29 mai? Alors qu'ils ne veulent en aucun cas changer le cadre dans lequel s'exerce la politique française et qui explique tous nos échecs, cette mauvaise Europe, celle de la résignation. Einstein avait bien raison d'affirmer "on ne résout pas un problème avec ceux qui l'ont posé".

Malheureusement tous ceux qui ne veulent surtout pas que cela change, soit qu'ils profitent du système, soit qu'ils s'accommodent de la faiblesse de la France, se réjouissent de ce face à face en fin de compte assez artificiel. Pour maintenir l'emprise de chacun à droite comme à gauche est invoqué à tout bout de champ l'argument de l'unité. Toute idée différente, toute personnalité nouvelle, toute attitude originale constituent des germes de division. Le 21 avril 2002 est agité comme un épouvantail.

Le Pen a bon dos. D'autant que contrairement à ce que l'on peut croire, l'histoire ne se répète jamais. Et cette fois-ci c'est peut-être le manque de candidats différents à gauche comme à droite qui peut conduire beaucoup de Français lassés de ce faux combat à se tourner vers la droite extrême. Quant à ceux qui tentent de l'imiter pour réussir, ils ne méritent même pas notre attention.

J'en appelle sincèrement aux médias français. Croyez-vous servir notre démocratie en limitant l'offre politique à ce point ? Les Français vont-ils être privés de débat ? Les Français n'auront-ils le choix qu'entre Sarko-Sego-Yoyo-Facho ? Qui, à part eux, a le droit d'exister dans le paysage médiatique français ? Sommes-nous déjà entrés en France dans l'ère berlusconienne ?

Je ne peux pas le croire, je ne veux pas le croire. Il y a bon nombre de journalistes libres. Il y a internet. Il y a le travail militant que vous portez dans les régions.

Il y a les Maires qui connaissent la réalité du terrain. Je remercie les 232 premiers qui nous ont promis leur parrainage. Des quatre coins du pays, nous recevons des mots touchants, vrais, forts. Merci de votre confiance, chers collègues.

Il y a enfin le bon sens populaire. Nos compatriotes qui en ont tant vu ces dernières années et ont été tant trompés peuvent être méfiants. Mais je sais par les témoignages que je reçois que notre petite musique, sincère et forte à la fois, commence à se faire entendre ! Je suis confiant, serein car je sais que les valeurs que nous portons manquent profondément aux Français.

Et j'en viens, vous l'avez deviné, à la troisième question que vous devez poser à ceux qui hésitent encore.

Dites leur bien :

"Vous m'avez répondu que la France n'était pas sur la bonne voie".

"Vous m'avez avoué qu'aucun candidat ne vous semblait proposer les bonnes solutions. N'ayant le choix a priori qu'entre la pensée unique relookée et les extrêmes. Alors êtes-vous prêts à vous battre pour votre pays et les valeurs qu'il incarne" ?

Et vous, en un mot, croyez-vous encore à la France ?

Vous qui allez au devant de nos compatriotes, vous avez remarqué les haussements d'épaules, le silence et ensuite : "bien sûr que je suis attaché à mon pays. Bien sûr que je souffre de le voir ainsi. Bien sûr que j'aimerais faire quelque chose. Mais comment ? Avec qui ?"... et c'est à cet instant-là mes amis, que vous pourrez commencer à parler de notre combat, de ma candidature !

Oui, vous pourrez alors citer cette magnifique phrase du Général de Gaulle qui est gravée sur sa tombe : "Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera, tôt ou tard, une source d'ardeur nouvelle après que j'aurai disparu"... une source d'ardeur nouvelle.

J'imagine déjà d'ici, vous aussi, la réponse de votre interlocuteur : " de Gaulle nous manque, mais on ne revient pas en arrière". Il aura raison de vous le dire. Répondez-lui que le gaullisme n'est pas une nostalgie, qu'il est intemporel, que c'est notre boussole.

Car si personne ne peut prétendre représenter le gaullisme, c'est avec humilité que chacun peut tirer les enseignements de l'œuvre politique et littéraire du Général.

Oui, je l'affirme sans complexe, le gaullisme est profondément moderne et répond à la crise de notre pays :

- La capacité de résistance
- Le respect du peuple
- Le souci de l'indépendance nationale
- L'humanisme... constituent les éléments de "cette certaine idée de la France".

Votre interlocuteur pourra vous dire : "Mais ton Dupont-Aignan, comment se prétend-t-il gaulliste alors qu'il est député UMP ? Répondez lui : Il est UMP parce qu'il appartenait au RPR qui, après avoir peu à peu renoncé aux idées gaullistes, s'est carrément sabordé pour se fondre dans un magma sans conviction autre que celle de conquérir puis conserver le pouvoir.

Dites-lui qu'il a fait tout ce qu'il pouvait pour relever la flamme face à Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, obtenant des scores modestes..., du moins officiellement.

Il ne renie pas ses origines politiques. Il ne veut pas basculer dans la course poursuite vers les extrêmes, et justement il a décidé d'être candidat, seul, libre, pour parler directement aux Français.

Je vais vous dire ce que je réponds à ceux qui m'interrogent directement, je réponds tout simplement que l'important, ce n'est pas l'UMP, ni le PS d'ailleurs. Ce n'est pas la droite, la gauche. Ce n'est pas les sondages, le show-biz, le Medef ou les groupes de pression. L'important c'est d'élire un Président de la République qui avant chaque décision, ne se posera qu'une seule question. **EST-CE L'INTERET DES FRANÇAIS ? EST-CE L'INTERET DE LA FRANCE ?**

Le projet que je présenterai aux Français (et dont vous trouverez les grandes lignes, comme les 101 propositions phares dans le livre qui sortira le 11 octobre), s'articulera autour de notre devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité.

Liberté tout d'abord, car la France doit retrouver la sienne. Appliquons déjà à nous mêmes le droit de chaque peuple à disposer de lui. Cela passe par une **refondation** et une **réforme**.

La refondation, c'est la refondation européenne. Nous n'avons pas besoin d'une mini-Constitution qui reprenne le cœur de ce que nous avons refusé. Nous avons besoin d'un nouveau Traité fondant

l'Europe des Nations. Une confédération qui ne s'occupe que de ce que les pays membres ne peuvent pas faire seuls. Des institutions allégées, le rétablissement des droits nationaux sans lesquels il n'y a plus de démocratie, une organisation à la carte permettant enfin de muscler notre industrie, notre science en coopérant avec ceux qui le souhaitent. Une réforme radicale de l'euro pour en faire un instrument de croissance. Si ce virage est refusé par nos partenaires alors il faudra rétablir le franc en proposant d'ailleurs à nos amis de conserver l'euro comme monnaie commune pour les échanges entre banques et banques centrales. Cette question de l'Euro viendra à nous naturellement car il n'est pas de monnaie unique possible dans la durée quand les économies divergent. Les pays qui ont conservé leur souveraineté monétaire s'en sortent bien, évidemment mieux. Mais nous sommes là face au grand tabou français.

Réformer l'Europe c'est aussi bien sûr mettre fin au dogme de la concurrence absolue qui interdit aux Etats membres de relever le défi de la mondialisation. C'est encore mettre fin à l'élargissement sans limite et bien sûr rompre les négociations avec la Turquie pour lui proposer un partenariat comme avec la Russie ou l'Ukraine.

Cette refondation européenne est le préalable car rien ne pourra être sérieusement mis en œuvre sans desserrer le carcan qui nous étouffe.

Mais pour que les Français retrouvent leur liberté, il nous faut aussi réformer les institutions.

Sans revenir aux errements de la IV^{ème} République sous l'habile habillage de la VI^{ème}, revenons à l'esprit de nos institutions. Des pouvoirs importants pour l'exécutif contrebalancés par une responsabilité réelle devant le peuple. Ainsi je propose de :

- Généraliser l'usage du référendum et même du référendum d'initiative populaire et de rendre obligatoire la consultation des Français pour toute mesure mettant en jeu notre souveraineté.
- Rétablir le septennat.
- Renforcer les droits du Parlement pour redonner une dignité à la représentation nationale (limitation des ordonnances, partage de l'ordre du jour, autonomie des commissions d'enquêtes).

Mais la République et la France ne seront debout que si la marche de l'égalité reprend.

L'Egalité devant la loi, tout d'abord, qui passe par une réforme en profondeur de la justice. Et si on commençait par appliquer les peines de prison ?(je vous rappelle que la moitié de celles inférieures à 18 mois ne sont pas exécutées). Je propose qu'un vrai système de suivi soit mis en place pour qu'elles soient toutes appliquées dans le mois qui suit. Vous découvrirez dans mon livre, quantités d'autres mesures - dont la séparation du siège et du parquet et la révision de l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants.

L'Egalité des chances ensuite. La réforme de l'Ecole est au cœur de mon projet. Réapprendre à travailler. Réapprendre à lire. Réapprendre à respecter. S'en donner les moyens en passant, par exemple, de 10 à 16 heures de cours de français hebdomadaires en primaire ou en demandant aux professeurs volontaires 2 heures par semaine (à récupérer sur leurs droits à la retraite) pour créer des équipes de rattrapage pour les enfants en difficulté. L'objectif est simple : chaque enfant de France doit savoir lire, écrire, compter avant d'entrer au collège. Là aussi vous découvrirez toute une série de mesures allant de la dissolution des IUFM, à la création des classes d'excellence, en passant par la révision des manuels scolaires...

L'Egalité des territoires aussi. La décentralisation n'a de sens qu'en présence d'un Etat qui corrige les déséquilibres. Oui, mes Amis, notre territoire mérite qu'on le mette en valeur. Aucune politique sérieuse de l'Aménagement du Territoire ne peut être crédible sans la présence de services publics forts et réformés qui fonctionnent ni la vitalité de l'agriculture. Entre les laxistes qui, par immobilisme, laissent dépérir nos services publics et les privatiseurs de tous poils, qui n'attendent que cela pour offrir la rente des monopoles à des actionnaires gourmands, il y a la voie de la rénovation :

- Créer un grand ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire regroupant les Transports, l'Energie, l'Equipement et la DATAR.
- Relancer la délocalisation d'établissements publics en province.
- Regrouper EDF et GDF.
- Elaborer un schéma national des services publics pour répartir les principaux établissements entre les villes moyennes et éviter de tout concentrer dans les métropoles régionales.

Tels sont les axes de mon projet. Nous aurons l'occasion d'en reparler lors du colloque sur le monde rural français que nous organisons à l'automne au Sénat.

Au cœur de ce renouveau rural figure bien évidemment une nouvelle politique agricole. Comment imaginer la campagne, les cultivateurs ? Notre compagnon François Guillaume, ancien ministre de l'Agriculture a une ambition pour eux. Installation des jeunes, relance des coopératives, développement des bio carburants, peuvent donner un nouveau souffle à notre agriculture.

Mais comment enfin parler d'égalité sans s'attarder quelques instants sur la citoyenneté. Peut-on demander aux étrangers de s'interroger si les Français eux-mêmes perdent de vue ce qui les rassemble ?

A force de privilégier toujours ce qui isole, divise, distingue les communautés de tous poils (qui sont en fait autant de segments électoraux ou commerciaux) sur ce qui rassemble, on a oublié l'essentiel : le "vouloir vivre ensemble" cher à Renan.

Ce "vouloir vivre ensemble" n'est pas tombé du ciel. Il est le fruit de l'histoire, comme le torrent polit les rochers. Une histoire où la volonté des hommes a aussi sa part avec, par exemple, l'éducation civique à l'école, le service militaire. C'est pourquoi aujourd'hui il y a urgence à rappeler les principes qui fondent notre République. L'égalité devant la loi, l'égalité des droits, l'égalité des devoirs.

Auprès de Philippe Seguin, il y a plus de 10 ans, j'avais plaidé pour un service civique afin d'éviter la disparition de tout engagement au service des autres. Aujourd'hui tous le propose. Il faut maintenant passer à l'acte.

De même, il est temps de lier très précisément l'acquisition de la nationalité au respect des règles de la République. Comment a-t-on pu ainsi supprimer la double peine qui voulait tout simplement qu'un trafiquant de drogue aille exercer ses talents dans son pays d'origine !

Enfin, la question de l'immigration mérite d'être prise à bras le corps. Cela renvoie obligatoirement à la problématique du développement de l'Afrique qui est liée au fonctionnement de l'OMC. Mais pour autant, rien n'interdit dans l'intérêt même des étrangers régulièrement installés sur notre sol, de faire preuve de la plus élémentaire des fermetés. Je propose ainsi la suspension pour 5 ans du regroupement familial et le remboursement des frais de santé des illégaux par les pays d'origine.

Enfin et surtout, je demande l'application stricte de la laïcité. La laïcité qui n'interdit pas aux religions de vivre mais permet la séparation entre la sphère publique et privée. La laïcité qui, comme la loi, libère l'individu lui laissant le choix de sa croyance ou de son engagement ! Oui, mes Amis, il faut faire preuve de rigueur dans l'application de l'égalité républicaine, car c'est ainsi que nous tuons les germes du racisme, de la haine, de l'intolérance qui aujourd'hui se propage dans le camp national et nous prépare une guerre civile. Oui, mes Amis, quelles que soient la couleur de sa peau, son origine sociale, ses préférences sexuelles, en politique chacun a sa place dans notre société à la condition d'être avant tout Français. Il n'y a qu'une seule communauté, la communauté nationale.

La liberté, l'égalité ... il manque la petite dernière qui donne encore plus de force aux deux premières.

La Fraternité.

Que vaudraient des principes aussi puissants, aussi forts, aussi entiers, que la liberté ou l'égalité s'ils n'étaient humanisés par la fraternité ?

Victor Hugo disait : "Je veux placer deux âmes dans les mains de la République, l'énergie d'un côté, la douceur de l'autre. "

Nous sommes là au cœur du nouveau pacte économique et social que je vous propose pour 2007. Dans le contexte de la mondialisation, il serait suicidaire pour la France de ne pas faire preuve d'énergie. Mais allons nous, nous, la patrie des droits de l'homme, la France des Lumières, nous résoudre à ce gigantesque nivellement par le bas ? Allons-nous continuer à nous soumettre à cette organisation mondiale de la clochardisation ? La France doit revendiquer pour elle-même, autant que pour les autres, cette humanité.

Quand la gauche est synonyme de laxisme pour tous, quand la droite laisse l'effort de tous profiter à quelques uns, je vous propose l'effort de tous au profit de tous. Mais me direz-vous, au delà des mots qu'est ce que cela signifie ? C'est très simple.

Dans la bataille économique, mondiale, nous avons besoin de l'effort de tous. Il est temps d'armer nos entreprises, il est temps de réhabiliter le rôle de l'Etat.

Armer nos entreprises avec deux réformes clefs. L'orientation de l'épargne vers les créateurs (déduction de l'ISF), la TVA sociale en remplacement des charges.

Réhabiliter l'Etat en généralisant les Golden share et en refondant totalement notre politique de recherche. Pour y réussir, bien sur, il est temps de changer le cadre européen, nous en avons déjà parlé, et de réformer l'Etat. Oui il est possible par redéploiement de relancer à grande échelle l'investissement public.

Mais comment imaginer demander toujours des efforts à nos compatriotes sans parallèlement en répartir les fruits. A la puissance doit répondre le partage. Je propose ainsi 3 révolutions de bon sens.

La révolution de la participation d'abord. A horizon de 5 ans, 15 % du capital des entreprises devront avoir été cédés aux salariés. La grande idée du Général de Gaulle a jusqu'alors accouchée d'une souris. Le moment est venu d'aller plus loin. C'est l'intérêt des salariés pour bénéficier d'une part du profit et assumer une part des responsabilités. C'est l'intérêt des entreprises pour solidifier leur capital et permettre d'agir dans la durée. Tous ceux qui ont osé sauter le pas ne peuvent que s'en féliciter.

La révolution de la sécurité professionnelle ensuite. Quand un escalier est raide, avec de hautes marches, on a l'habitude de poser une rampe. Je propose la création de cette rampe pour éviter la spirale infernale de la précarité à ceux qui tout simplement ratent une marche dans leur vie professionnelle. Chaque Français recevrait sa carte de sécurité professionnelle comme la carte Vitale. Il serait inscrit un capital de points de formation abondé chaque année par l'entreprise qui, ainsi, individualiserait ces versements formation. En cas de licenciement, le salarié pourrait se former sans attendre d'hypothétiques stages qui coûtent chers et ne sont pas bien financés. Un jeune sans formation serait bien sur doté d'un capital plus important lui permettant de se former après les premiers boulots. Vous trouverez dans mon livre les détails de ce projet.

La troisième révolution concerne le logement et donc la famille. En effet, aujourd'hui le principal frein à la natalité qui, elle, permettrait de régler le problème des retraites à moyen terme, est le coût du logement.

De surcroît, la vraie inégalité est entre ceux qui sont propriétaires et ceux qui ne le sont pas.

Je propose un objectif simple : 5 millions de ménages supplémentaires propriétaires de leur logement en 5 ans, soit 1 million par an contre 650000 aujourd'hui. Pour y réussir, vous trouverez de nombreuses propositions dans mon ouvrage. Permettez que je ne les dévoile pas aujourd'hui.

Mieux vivre dans l'entreprise.

Mieux gérer sa vie professionnelle.

Mieux vivre dans sa famille,

Voilà trois priorités essentielles pour adoucir la vie dans notre société, qui n'a cessé de se durcir ces dernières années.

Une France puissante qui sache partager, voilà le nouveau contrat social que je propose.

- Un peuple à nouveau maître de son destin ;
- Des citoyens vraiment égaux en droits et en devoirs ;
- Un nouveau contrat social.

En redonnant vie à notre devise républicaine "Liberté – Egalité – Fraternité", nous redonnerons des couleurs à la France.

Oui, une France à nouveau debout qui pourra alors s'adresser au monde en donnant de la voix.

Un monde qui a besoin de cette voix, aujourd'hui empreinte de timidité ou de confusion.

Un monde où l'histoire et ses tragédies ont repris leurs droits. Après le choc Est – Ouest, voilà maintenant le fameux choc des civilisations.

La France a le devoir de tout faire pour l'empêcher :

- en combattant le terrorisme, le fanatisme et la haine.
- Mais aussi en s'attaquant au terreau sur lequel il prend racine, les ambitions démesurées de quelques pays pour imposer leurs vues aux autres, ainsi que ce système économique mondial devenu fou qui brise les hommes et asphyxie la planète.

Il ne s'agit pas de nier un aspect de la mondialisation qui est un fait (le rétrécissement du monde, le rapprochement des cultures), mais d'oser s'attaquer à ce qui est devenu une idéologie au même titre

que le communisme jadis. Vous connaissez pour certaines mes orientations déjà évoquées à l'Assemblée Nationale le 13 décembre dernier.

- Instaurer une exception agricole calquée sur l'exception culturelle, pour redynamiser les mondes ruraux des pays développés et permettre la renaissance des agricultures sinistrées des pays en développement.
- Instituer des zones régionales de libre échange telles que proposées par Maurice Allais.
- Bannir les paradis fiscaux, plaques-tournantes de l'argent sale et de l'évasion fiscale.

Mais l'urgence absolue est de sauver la planète. Il y a quelques années, DLR avait publié un cahier consacré à l'énergie, avançant 30 propositions choc. Un seul journaliste s'était déplacé lorsque nous l'avons présenté aux médias ! La France, certes, tient de belles paroles sur ce sujet, à l'image du Président de la République. "La maison brûle et nous regardons ailleurs" mais l'intendance ne suit pas. A ceux qui s'interrogent ou qui doutent, je recommande de regarder le film consacré à l'ancien candidat à la Présidence des Etats-Unis, Al Gore. Il décrit minutieusement comment le réchauffement climatique s'accélère et bouleverse notre planète.

Ouragans comme Katrina, fonte des glaces de l'Arctique et de l'Antarctique, désertification, déforestation, élévation du niveau des océans, nouvelles pandémies, ce n'est plus de la science fiction. C'est pourquoi nous devons montrer l'exemple en mettant réellement en œuvre une fiscalité écologique et en bousculant les règles du libre échange pour y introduire des critères environnementaux, seul moyen de faire réagir les Etats-Unis et la Chine, les deux principaux pollueurs de la planète.

La France doit porter le combat pour notre planète comme elle a porté celui de la liberté au XVIIIème siècle et celui de l'égalité au XIXème.

Sauver la planète, c'est sauver l'homme. C'est privilégier toujours et partout la volonté politique sur le cours des choses. C'est redonner un idéal aux jeunes générations.

Vous le voyez, mes chers Compagnons, tout est lié. Notre vision de la société, notre espérance républicaine, notre refondation européenne, et notre idéal humaniste.

Mes chers Amis, comme vous, comme l'immense majorité des Français, **je refuse la rupture avec la France que nous proposent les uns, le retour aux vieilles recettes démagogiques, même ripolinées, que nous promettent les autres.**

Comme vous, je veux la République et la France dont les valeurs, le projet de société, doivent redevenir notre boussole et notre boîte à outils.

Le combat suprême pour la reconquête de la liberté, de l'égalité et de la fraternité commence aujourd'hui !

Après la victoire du référendum, cette campagne de France, cette campagne pour la France ne peut pas être perdue. Une campagne dure, âpre, sans merci.

Mobilisons-nous pour percer le front des grands appareils, faire reculer la pensée unique et imposer le vrai débat qui, enfin, fera avancer les choses.

Nous devons agir pour peser vraiment sur le second tour et contribuer à **faire de cette élection présidentielle le grand rendez-vous de la France avec les Français.**

Je compte sur vous pour tout faire jusqu'à la dernière seconde pour y parvenir.

Vous pouvez compter sur ma résolution sans faille à aller jusqu'au bout, à ne pas transiger sur notre idéal et notre exigence.

Debout la République !

Debout la France !

Et rendez-vous en avril 2007 !